

## **Que nous restera-t-il à commémorer en novembre 2118 ?**

par Olivier SCHNEIDER, président de la FUB. 16 novembre 2018

Nous sommes entre le 11-Novembre et le mouvement des "gilets jaunes" du 17 novembre. Et je me pose une question : "Que pourrions-nous commémorer en novembre 2118?"

De la première moitié du XXe siècle, on retiendra sans doute d'abord l'aveuglement qui a mené à des millions de morts durant les deux guerres mondiales.

La seconde moitié, elle, sans être exempte de guerres, est celle d'une certaine prospérité et surtout de la croissance, avec comme marqueur la démocratisation de la voiture individuelle.

### **L'auto, un marqueur du 20 ème siècle**

Mais la voiture individuelle, bien que d'usage très commode, génère ce que les économistes appellent des "externalités", c'est à dire des "nuisances faites à autrui, sans compensation".

C'est un fait, la voiture pollue (participant aux 48 000 décès prématurés chaque année dus à la pollution de l'air) et contribue au dérèglement climatique (les transports génèrent 27% des émissions de gaz à effet de serre et leurs émissions continuent de croître chaque année). Par ailleurs, l'importation de carburants est une des causes majeures du déséquilibre de la balance commerciale de la France (30 milliards d'euros par an). La voiture contribue également largement à l'actuelle pandémie de sédentarité, qui fait des ravages de plus en plus importants, avec un coût annuel estimé à plus de 65 milliards d'euros.

Passons rapidement sur le coût de l'insécurité routière, 50 fois plus élevé que les recettes des radars, 1 milliard d'euros dont la quasi intégralité contribue au budget de la Sécurité routière.

Des décennies d'organisation du territoire autour de la voiture a mené à un incontrôlable étalement urbain, mais également à la désertification commerciale des villes moyennes, au profit de zones commerciales dotées de grands parkings, avec à la clé des dégradations de l'environnement, la perte du commerce de proximité et un cercle vicieux de relégation sociale.

### **Nous vivons au-dessus de nos moyens**

Tout cela mis bout à bout se chiffre en dizaine de milliards. En réalité, nous vivons simplement au-dessus de nos moyens financiers, mais surtout - c'est bien plus grave - environnementaux. Et c'est toute la société qui trinque, à commencer par les plus démunis.

Le devoir de mémoire passe aussi par la reconnaissance des erreurs du passé. Ainsi, on réhabilite des poilus fusillés pour l'exemple, dont le refus de continuer le carnage était tout simplement légitime.

## **Reconnaissons nos erreurs, de 14 et de 54**

Face à l'urgence climatique, la menace tangible de l'effondrement, il faut avoir le même courage et enfin l'avouer : la politique du tout-voiture a été une erreur. Inciter les Françaises et les Français à se sur-équiper en diesel, désormais classé cancérigène, était une ineptie. Continuer à installer des équipements publics, tels des hôpitaux ou des pôles emploi, "loin de tout, car le foncier y est moins cher" part d'un raisonnement à court terme qui se focalise sur des économies de bout de chandelle qui contribuent à exclure les plus fragiles, puisqu'ils ne sont accessibles - efficacement - qu'en voiture. Or, contrairement à une idée répandue, tout le monde n'a pas accès à la voiture, même en zone rurale. Et ceux qui en ont une ne l'utilisent pas forcément au quotidien.

Si la hausse actuelle des prix des carburants fait effectivement mal au portefeuille de nombreux citoyens qui se considèrent - souvent et à juste titre - comme peu fortunés, **cette hausse ne doit pas occulter les 12 millions de personnes qui peinent quotidiennement à se déplacer, même au prix habituel du gazole**, et tous les demandeurs d'emploi contraints de refuser un travail faute de moyen de transport pour y accéder.

## **Il faut une vraie transition dans les mobilités**

Ainsi, la solution ne passe pas par une baisse des prix ou par un simple chèque-carburant, qui ne feraient que rétablir la situation d'avant la hausse, n'apportant aucune solution nouvelle aux véritables exclus de la mobilité. Ce qu'il faut ? Une véritable transition, basées sur des politiques globales ambitieuses et cohérentes. Le co-voiturage, la sauvegarde du ferroviaire, l'optimisation des transports publics, l'amélioration des conditions de circulation à vélo sont autant de pistes qu'il faut pousser à développer à tous les échelons, conjointement, en premier lieu en reversant davantage aux territoires une partie de la fameuse "taxe carbone".

## **Se déplacer n'est jamais neutre**

Mais il serait naïf de croire que les efforts conjugués de l'Etat et des collectivités, ou encore de miraculeux progrès techniques suffiront à résoudre réellement la situation. Ce serait un mensonge que d'affirmer qu'une ou deux mesures-phares résoudront le problème. **La seule solution consiste à accompagner un changement profond, réfléchi, coordonné et durable des comportements.** Il faut admettre que se déplacer n'est jamais ni neutre, ni gratuit, et en tirer les conséquences.

Culpabiliser les citoyens qui subissent les conséquences de mauvais choix des politiques des 70 dernières années, serait reproduire - à une moindre échelle - les fusillés pour l'exemple de 1917.

## **Je voudrais pouvoir dire à mes arrières-petits-enfants que nous avons pris les décisions courageuses qu'il fallait**

Je voudrais - en novembre 2068 - pouvoir dire à mes arrières-petits-enfants : il y a 50 ans, en novembre 2018, nous avons enfin pris au sérieux les enjeux transverses du climat, de l'épuisement des ressources, de l'organisation du territoire : nous avons changé de mode de vie en un temps record, car nous avons enfin compris que nous n'avions pas le choix.

Cela n'a pas été facile, nous avons dû changer nos habitudes, remettre en cause tout un tas d'évidences. A l'époque, en 2018, même les trajets de moins de 1 kilomètre étaient majoritairement effectués en voiture : une véritable addiction ! On allait prendre l'avion pour passer un week-end et le kérosène n'était même pas taxé.

L'incrédulité dans les yeux de mes arrières-petits-enfants-là sera-t-elle moindre que celle de ceux qui aujourd'hui entendent parler des atrocités de la grande guerre, du cauchemar des tranchées, de la folie des offensives suicidaires, des "innovations meurtrières", les barbelés et autres gaz de combat qui ont provoqué tant de morts et remis en question les conditions d'existence de toute une génération ?

Espérons. Espérons que du XXIe siècle on ne retienne pas un nouveau type d'aveuglement, celui d'un début de suicide collectif dans l'indifférence générale...

## **Evitons un suicide collectif**

Nous avons peu de temps. A peine deux ans d'après l'ONU et le GIEC. Plutôt que de chercher des responsables à qui faire porter la responsabilité d'un possible échec, prenons tous notre part à l'effort et au succès de l'offensive : changeons. Soyons solidaires, altruistes, astucieux. Faisons tout pour promouvoir auprès de nos concitoyens ces valeurs.

Il n'est pas trop tard, et bien des solutions sont en réalité loin d'être des punitions : le co-voiturage est l'occasion de tisser un nouveau type de lien social, la marche et le vélo permet de sécréter notre potentiel d'endorphines, le télétravail fait gagner du temps libre et génère moins de stress... Si nos arrières-grand-parents ont su se sacrifier pour la Paix que nous vivons aujourd'hui, nous devons pouvoir réussir la transition écologique pour nos arrières-petits-enfants et pour leur assurer la Paix de demain !

(Les intertitres sont de Isabelle et le vélo)